



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

investissements

Question au Gouvernement n° 3989

Texte de la question

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE

M. le président. La parole est à M. Charles de La Verpillière, pour le groupe Les Républicains.

M. Charles de La Verpillière. Ma question s'adressait à M. Macron, ministre de l'économie. En son absence, je la pose à M. le Premier ministre.

Votre ministre de l'économie est un bon communicant. Il est « en marche » vers un destin qu'il imagine prestigieux. Il passe aussi beaucoup de temps, monsieur le Premier ministre, à saper votre autorité, déjà sérieusement entamée par les événements. Mais quels sont les résultats de M. Macron en tant que ministre de l'économie ?

Les meilleurs juges de son action, ou plutôt de son inaction, ce sont les investisseurs étrangers. En 2015, le nombre d'entreprises étrangères ayant investi chez nous a diminué de 2 % alors qu'il augmentait de 20 % en Grande-Bretagne et de 9 % en Allemagne. La baisse est encore plus grave en termes d'emplois créés par ces investisseurs étrangers : 217 000 en Europe, 13 000 en France, soit 6 % seulement du total.

La France attire donc de moins en moins les entreprises étrangères. Les causes sont connues : des impôts trop lourds, des charges sociales trop élevées, un code du travail trop rigide qui décourage l'embauche.

M. Marcel Rogemont. Qu'avez-vous fait, alors ?

M. Charles de La Verpillière. À cela vont s'ajouter, monsieur le Premier ministre, en 2016, les violences, le manque de carburant, les grèves, le blocage du pays.

Monsieur le Premier ministre, la communication ne suffit plus, même celle de M. Macron. Il faut agir. Quels sont vos projets pour rétablir l'attractivité de la France aux yeux des investisseurs étrangers ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Sylvain Berrios. Où est Macron ? À Londres ?

M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics. Monsieur Charles de La Verpillière, vous avez fréquenté les meilleures écoles de la République, où vous avez pu apprendre la rigueur intellectuelle et la justesse des mots. Vous y avez d'ailleurs appris, j'en suis persuadé, à ne pas faire trop d'attaques *ad hominem* sur des sujets aussi importants que l'attractivité de la France.

C'est donc sur ce point que je vais me permettre de vous répondre. Il existe une multitude de cabinets privés qui font des études dans un sens ou dans l'autre. Je pourrais vous citer ceux pour qui l'attractivité de la France a augmenté, vous citez celui qui dit exactement le contraire.

Quant à moi, j'essaie de regarder les choses clairement et en face. Est-ce que les investissements étrangers en France ont diminué ? La réponse est non : ils ont augmenté. Est-ce que globalement l'investissement a augmenté en France ? (*Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

C'est tout de même très important, pour vous comme pour l'ensemble de cette assemblée ! Si les investissements augmentent, notre capacité de production augmente, ainsi que la richesse globale et l'emploi en France.

Est-ce que l'investissement des entreprises a repris en France ? La réponse est oui. Est-ce que les entreprises étrangères ont pris part à cette reprise ? La réponse est oui. Est-ce que les entreprises étrangères participent aujourd'hui à la création d'emplois ? La réponse est oui.

M. Bernard Accoyer. Beaucoup moins qu'ailleurs !

M. Michel Sapin, ministre. Vous le savez, notre pays reste en Europe le deuxième pays le plus attractif pour les investissements étrangers.

M. Bernard Accoyer. C'est faux ! C'est le troisième !

M. Michel Sapin, ministre. C'est le deuxième, vous regarderez les chiffres et vous verrez qu'il en est ainsi. C'est le résultat d'une volonté politique. Et moi je n'oublie pas, monsieur de La Verpillière, que cette réussite est aussi celle de l'ensemble des Français. J'aimerais que vous, comme nous, lorsque les choses vont mieux, vous puissiez vous en réjouir. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Données clés

Auteur : [M. Charles de La Verpillière](#)

Circonscription : Ain (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3989

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [26 mai 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [26 mai 2016](#)